

**Contrat local d'accompagnement à la scolarité**  
**Bilans des questionnaires «Remontée d'information» 2009/2010**

## 1. Analyse des questionnaires

Le questionnaire « Remontée d'information 2009/2010 » relatif aux actions CLAS et à leur mise en œuvre en département a fait l'objet d'un traitement statistique sur la base de 98 départements.

Pour mémoire, l'analyse statistique des questionnaires recueillis pour l'année scolaire 2008-2009 a été effectuée sur les 85 départements qui avaient renvoyé le questionnaire, et sur la base de 77 départements en 2007-2008.

On note ainsi une meilleure remontée d'informations des départements vers l'administration centrale ces trois dernières années tendant à une meilleure connaissance du fonctionnement local de ce dispositif.

Les principaux résultats de l'enquête sont présentés ci-dessous.

### ➤ Actions menées et public

Durant l'année scolaire 2009/2010, au total plus de **176 000** enfants et adolescents ont été bénéficiaires de **8 756 actions CLAS**. En 2008-2009, 9 300 actions CLAS avaient concerné 149 000 enfants et adolescents (dans 85 départements), et en 2007-2008 164 000 jeunes pour 8 000 actions CLAS dans 77 départements.

La projection sur 100 départements des données collectées depuis 2007 se décline comme suit<sup>1</sup> :

Année	Nombre d'enfants et d'adolescents ayant bénéficié d'actions CLAS	Nombre d'actions CLAS
<b>2007</b>	212 987	10 389
<b>2008</b>	175 294	10 941
<b>2009</b>	179 591	8 934

<sup>1</sup> Pour mémoire, les chiffres correspondant aux années 2007, 2008, 2009 sont :

Année	Nombre de départements ayant répondu au questionnaire	Nombre d'enfants et d'adolescents ayant bénéficié d'actions CLAS	Nombre d'actions CLAS
2007	77	164 000	8 000
2008	85	149 000	9 300
2009	98	176 000	8 756

- Depuis 2007, on peut donc noter : une diminution du nombre d'enfants et d'adolescents entre 2007 et 2008, suivie d'une légère augmentation entre 2008 et 2009, ce qui paraît correspondre à une stabilisation du dispositif après la mise en place de l'accompagnement éducatif ;
- On note également une relative stabilité du nombre d'actions entre 2007 et 2008, suivie en 2009 d'une diminution significative des actions (près de 20 %). On peut donc noter une augmentation du nombre moyen d'enfants par action. Par ailleurs, cette diminution du nombre d'actions pourrait notamment s'expliquer par un réajustement consécutif à la baisse du nombre d'enfants et d'adolescents bénéficiaires d'actions CLAS en 2008.

**Les publics bénéficiaires** en 2009/2010 sont :

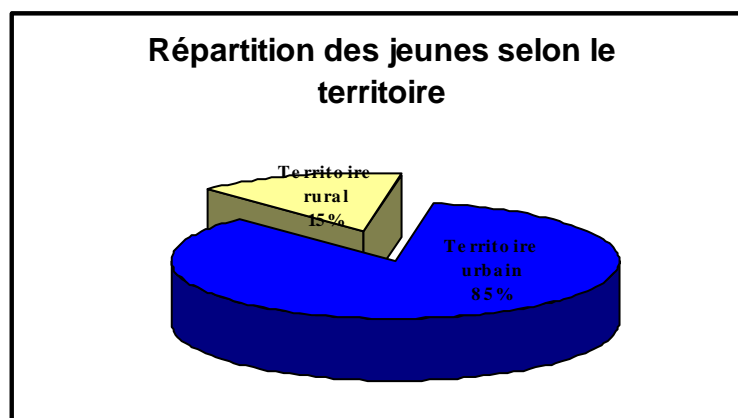
- prioritairement les écoliers qui représentent 63 % de la population totale (contre 61 % l'année précédente et 62 % en 2007)
- des collégiens (31% de la population totale contre 34 % en 2008)
- les lycéens représentent toujours 4% des jeunes concernés, les lycéens professionnels entrant pour une part négligeable dans ces effectifs (moins de 1 %).

Les chiffres indiquent ainsi une relative stabilité dans le recrutement des effectifs : les écoliers sont toujours le public majoritaire des actions CLAS.

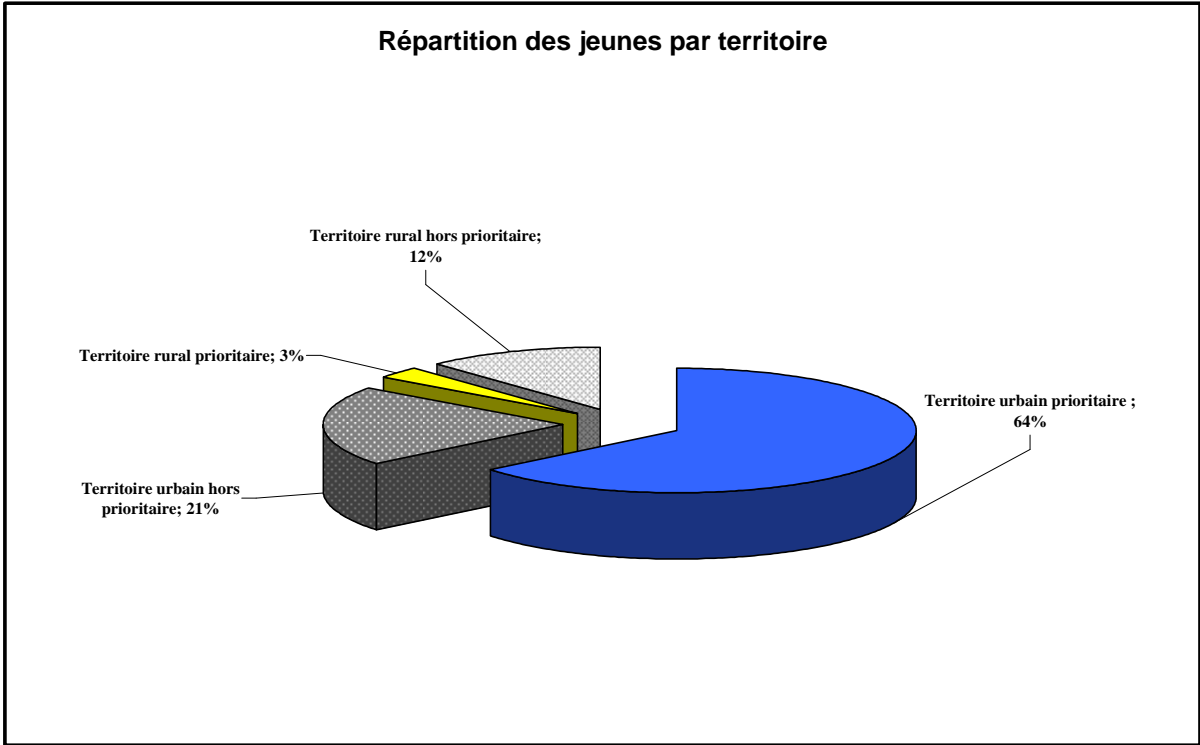
**La mise en œuvre sur les territoires** se décline ainsi :

Près 135 000 enfants et jeunes proviennent d'établissements situés sur des territoires urbains, tandis qu'environ 24 000 sont scolarisés sur des territoires ruraux. Les enfants provenant de milieu urbain représentent 85% de l'ensemble pour 15% issus de milieux ruraux.

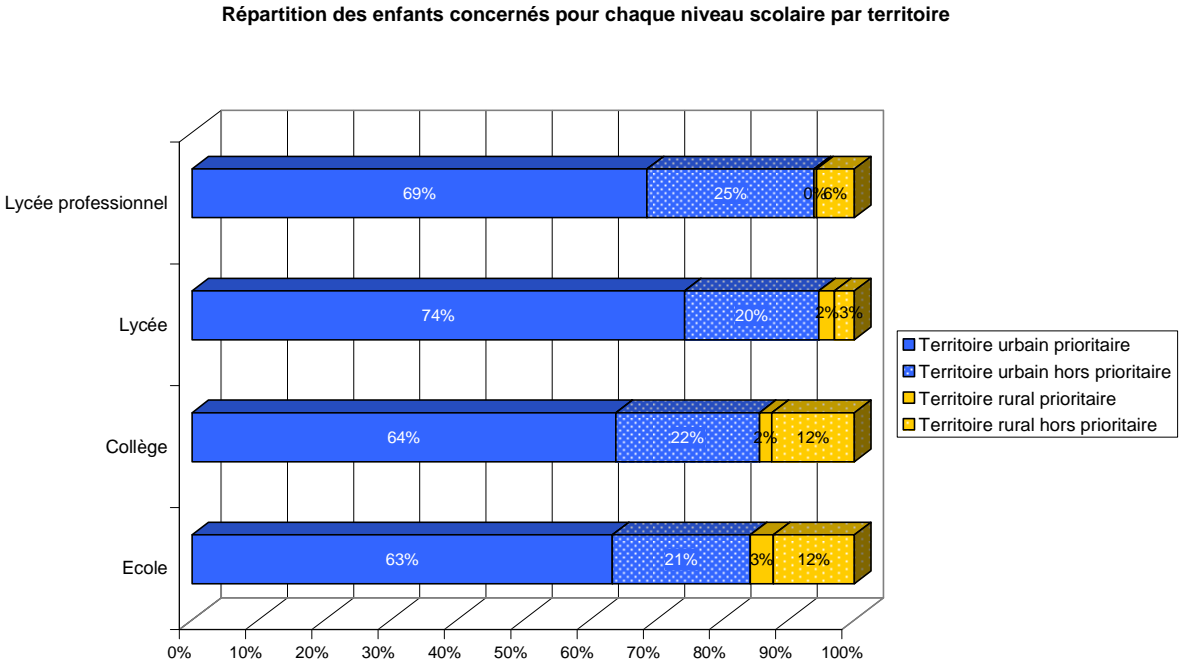
Ces chiffres sont identiques à ceux de 2008-2009, indiquant une stabilité dans la répartition des jeunes entre territoires urbains et ruraux.



Si l'on considère les territoires prioritaires ou non prioritaires, on obtient les chiffres suivants : 64% des enfants et jeunes bénéficiant d'actions CLAS sont en territoire urbain prioritaire, 21% en territoire urbain non prioritaire ; en ce qui concerne les enfants et jeunes des territoires ruraux, 12% sont en territoire rural non prioritaire et 3% en territoire rural prioritaire.



Une répartition par territoire des enfants concernés par niveau scolaire donne le schéma suivant :



On peut donc noter un accroissement progressif, du collège au lycée, du pourcentage d'enfants et de jeunes bénéficiaires d'actions CLAS en territoire prioritaire urbain. Au niveau lycée, cette augmentation (74%) s'effectue au détriment du territoire rural, prioritaire et non prioritaire.

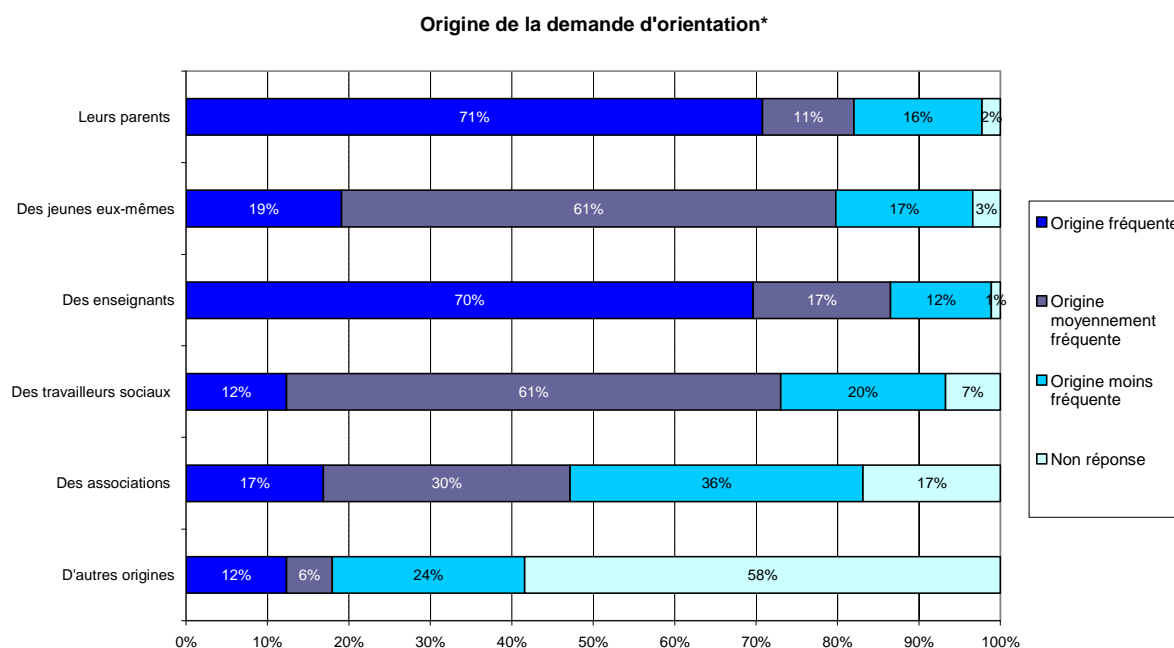
Environ **106 000 enfants et adolescents** concernés par le dispositif CLAS, soit 67%, proviennent d'établissements situés dans des **territoires dits prioritaires**. Cette proportion est semblable à celle observée en 2008-2009 (68%), elle-même en augmentation par rapport 2007-2008 (65%).

La concentration en territoire prioritaire des actions menées et de leurs bénéficiaires paraît donc être une donnée en voie de stabilisation.

En ce qui concerne la **répartition par territoire des actions**, 58% des actions sont mises en place sur des territoires urbains prioritaires, contre 23% en territoire urbain non prioritaire. Les actions menées en territoire rural non prioritaire représentent 15% de l'ensemble et finalement 4% des actions concernent les territoires ruraux prioritaires.

La répartition des actions entre territoire urbain et rural, prioritaire et non prioritaire est relativement stable par rapport à l'année 2008-2009. On peut toutefois noter une très légère hausse dans le secteur rural. (+ 2% pour le rural non prioritaire et 1% pour le rural prioritaire).

Si l'on considère **l'origine de la demande d'orientation**, les enfants bénéficiaires des actions CLAS viennent principalement à la demande de leurs parents et des enseignants. Les enfants et jeunes viennent également de leur propre initiative. Les travailleurs sociaux viennent en 4<sup>ème</sup> position. Les associations sont moins fréquemment citées. On note également que lorsque l'orientation des enfants et des jeunes vers le CLAS a une autre origine, ce sont les programmes de réussite éducative (PRE) qui sont le plus fréquemment cités.

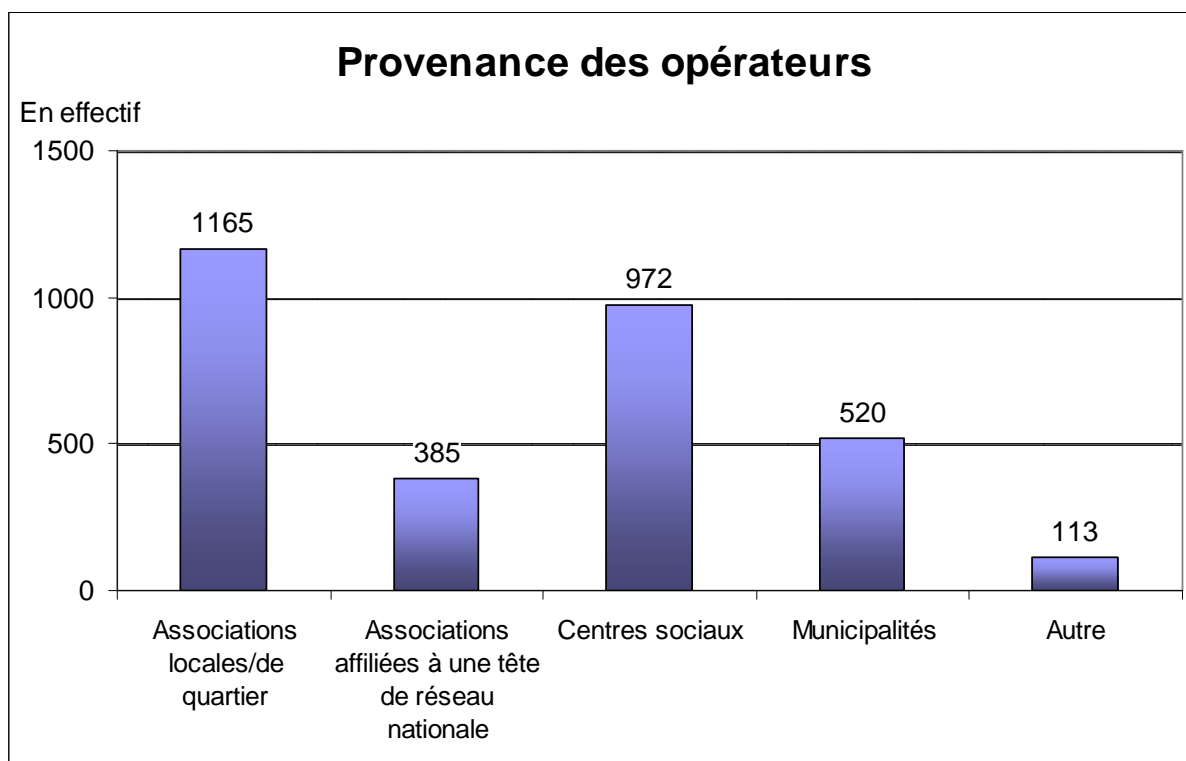


\* Sur 89 départements qui ont répondu à cette question

### ➤ **Opérateurs et intervenants**

Durant l'année scolaire 2009/2010, plus de **3 150 opérateurs** ont mis en œuvre les actions. Pour mémoire, il y en avait 3 200 en 2008-2009 pour 85 départements.

Le nombre d'opérateurs peut donc être considéré comme stable d'une année sur l'autre.

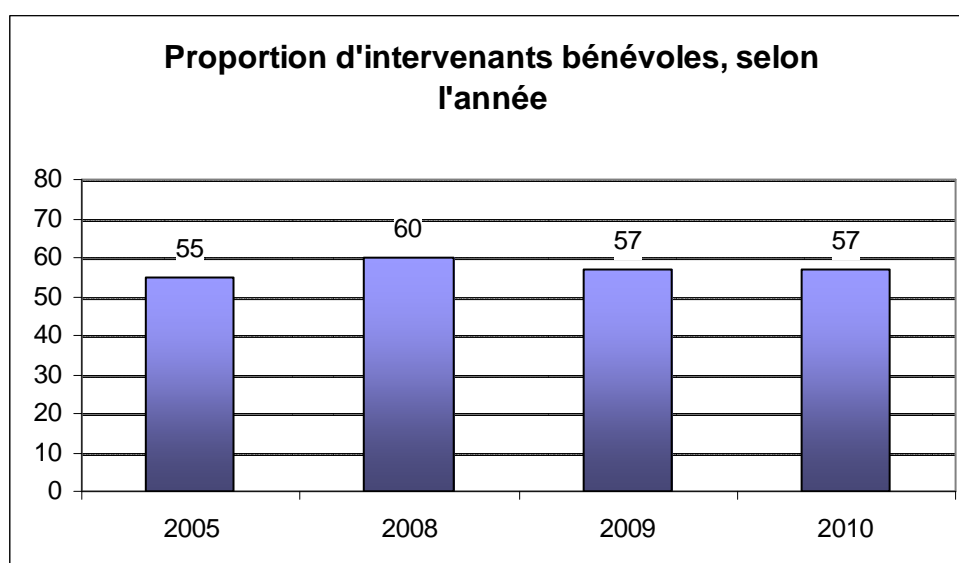


Le nombre d'intervenants est en revanche en baisse importante : **34 500** dans 98 départements, pour **37 000** dans 85 départements en 2008-2009.

En moyenne, environ 352 intervenants exercent par département. Leur nombre a donc diminué de 22% depuis 2008-2009, année où ils étaient 450 par département.

Parmi eux, 57% sont des bénévoles et 43% sont rémunérés, répartition identique à celle observée pour l'année 2008/09. La part des intervenants bénévoles a diminué par rapport à celle observée pour l'année 2007/08 où ils représentaient 60 %.

Pour mémoire, l'enquête DIF 2005 indiquait 21 930 intervenants, dont 12 000 bénévoles, soit près de 55 % des intervenants.



### ➤ **Activités proposées dans l'accompagnement à la scolarité**

Parmi l'ensemble des activités proposées dans le cadre de l'accompagnement à la scolarité, les activités les plus fréquemment citées relèvent de l'aide au travail scolaire, à savoir l'aide aux devoirs et l'accès à un centre de ressources documentaires.

Viennent ensuite l'aide méthodologique, les activités scientifiques et techniques, les sorties et les visites.

Parmi les activités moins souvent proposées, on trouve l'aide dans certaines disciplines, l'initiation aux outils informatiques, les jeux éducatifs, le soutien à la fonction parentale et les activités culturelles et artistiques.

Par rapport aux bilans précédents, on peut souligner que l'aide au travail scolaire demeure l'activité majoritairement proposée aux enfants et aux adolescents. Toutefois, l'aide dans certaines disciplines est moins fréquemment citée.

Un module du questionnaire porte sur les **différentes manières d'impliquer les parents dans les actions d'accompagnement à la scolarité**. Sur les 93 départements ayant répondu à cette question

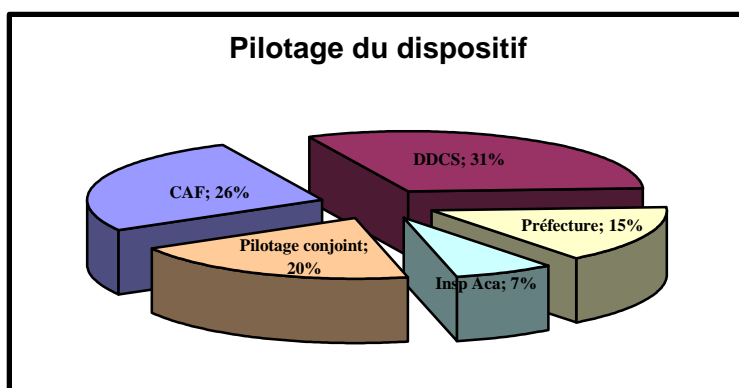
- 100% organisent des rencontres entre les accompagnateurs et les parents, ainsi que des réunions d'information à destination des parents
- 92% des départements déclarent mettre en place une contractualisation avec les parents
- 89% organisent des rencontres des parents avec les enseignants
- 83% impliquent les parents dans les actions CLAS.

Les comités qui ont décrit plus en détail cette implication mentionnent principalement que les parents participent aux sorties, rencontres et visites, participent aux fêtes de fin d'années et autres moments festifs, sont conviés aux réunions de bilan, et participent aussi directement aux ateliers.

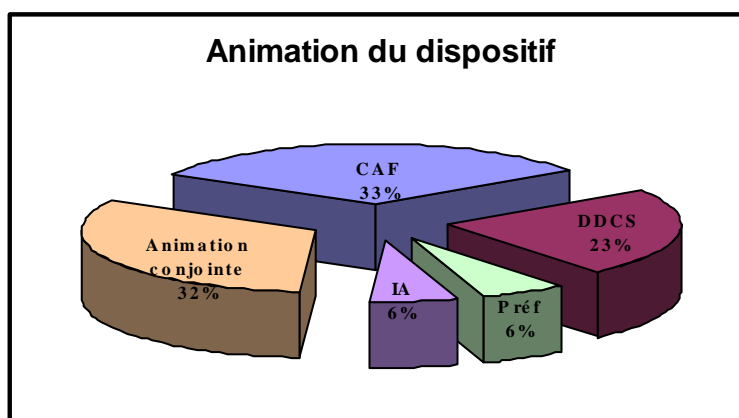
### ➤ **Organisation des comités départementaux**

La **composition** du comité de pilotage : les membres les plus fréquemment représentés au sein des comités départementaux sont l'inspection académique (95%), la CAF (92%), la DDSC (87%), les conseils généraux/communauté d'agglomération/communauté de communes (65%), la préfecture (64%), l'ACSE (62%), la MSA (47%), les communes (39%).

Dans 31% des départements, le **pilotage** du comité départemental est assuré par la DDSC et dans 26% des départements par la CAF. La préfecture a en charge le pilotage dans 15 % des cas, l'inspection académique dans 7% des cas ; 1 conseil général assure le pilotage du comité. Le fonctionnement est collégial dans 20% des départements, avec une composition allant de 2 à 5 membres.



L'**animation** est quant à elle assurée à 32% par la CAF, et à 23 % par la DDCS qui sont le plus souvent citées. La préfecture et l'inspection académique animent le dispositif dans 6% des départements. Enfin, l'animation est assurée dans 32% des cas par au moins deux organismes qui avaient en charge le pilotage.



### ➤ Fonctionnement départemental

Une très large majorité des comités (90%) a cherché des complémentarités avec d'autres dispositifs, pourcentage semblable à celui de l'année précédente. Le premier dispositif cité est l'accompagnement éducatif (89%), puis le PRE (78%). Viennent ensuite les REAAP (76%) et les contrats éducatifs locaux (CEL) (62%).

On note aussi que dans 31% des cas, le comité CLAS est commun avec celui du REAAP. Ce pourcentage est en augmentation par rapport à l'année 2008-2009, où il s'élevait à 28%.

Ces comités départementaux se réunissent en moyenne entre 1 à 3 fois par an, 3 comités se réunissant 4 fois et un 6 fois par an.

En outre, 73% des départements déclarent être bien informés d'actions d'accompagnement à la scolarité mises en place dans leur département dans un autre cadre que celui du CLAS, ce qui correspond au même chiffre qu'en 2008-2009. Ces autres actions sont les suivantes : accompagnement éducatif et autres actions menées dans le cadre de l'Education nationale, PRE dans le cadre des CUCS, CEL, actions mises en œuvre par les collectivités territoriales et les associations.

Dans 53% des cas (52% en 2008-2009), les collectivités territoriales sont consultées lors de l'examen des projets du dispositif d'accompagnement à la scolarité. Un diagnostic de la situation du département est également réalisé dans 46% des cas, appuyé sur des diagnostics existants effectués dans le cadre des CUCS et des données fournies par les inspections académiques, les CAF, les centres sociaux...

Par ailleurs, 91% des comités réalisent un bilan des actions. On note aussi un investissement local se traduisant par des visites dans les structures : 61% des comités effectuent des visites (65% en 2008-2009). Le nombre de structures visitées varie entre 1 et 61, pour une moyenne de 12 structures par an.

### ➤ Données sur les financements

**Le total des actions d'accompagnement à la scolarité s'élève à plus de 54 000 000 €.**

Ce chiffre ne représente toutefois pas le montant total du financement du CLAS, dans la mesure où les renseignements fournis sont des données déclaratives. Par ailleurs, l'ensemble des données financières n'a pu être exploité, en raison de la multiplicité des subventions attribuées hors financeurs institutionnels.

Une approche plus détaillée donne les chiffres suivants :

- Affaires sociales : 930 000 €
- Politique de la ville : 7,73 M€
- Jeunesse et sports : 175 000 €
- Région : 350 000 €
- Départements : 2,9 M €
- Communes : 12,17 M €
- CAF : 23,4 M €
- Mutualité sociale agricole : 100 000 €

On trouve dans la ligne «Autres financements» les montants suivants :

- Associations : 1,26M€
- CNASEA : 1,04M€
- FSE : 998 000€
- Emplois aidés : 916 000€
- Etat : 116 000€ (dont 23 000€ Education nationale et 19 500€ FIPD)
- FONJEP : 73 000€

Les montants dédiés à la formation des intervenants s'élèvent quant à eux à 295 000€, les principaux financeurs étant les CAF, les services en charge de la politique de la ville et les départements.

Ces données financières font ressortir la forte implication des acteurs, qu'il s'agisse des CAF, des communes, des départements ou de l'Etat, qui intervient à plusieurs titres (politique de la ville, affaires sociales, jeunesse et sports... On peut noter également un fort subventionnement en provenance des associations, auquel il faut ajouter les fonds attribués via le FONJEP. Enfin, les emplois aidés, que l'on retrouve sous la rubrique « CNASEA », représentent un part non négligeable de subventionnement du CLAS.



## 2. Les points essentiels

- La quasi-exhaustivité des remontées d'information (98 départements) permet d'avoir une vision globale des actions CLAS et de leur mise en œuvre dans les départements.
- Il en ressort une grande diversité dans les modalités de pilotage et d'animation, partagées entre les différents acteurs locaux, qu'il s'agisse de l'Etat par l'intermédiaire des DDCS, des préfectures ou des inspections académiques, ou des caisses d'allocations familiales. Les différentes instances sont représentées au sein des comités départementaux, et les questionnaires font ressortir la mise en cohérence des dispositifs au niveau local et la recherche de synergie avec les autres dispositifs d'accompagnement à la scolarité.
- On note également une forte implication financière des différents acteurs concernés. En effet, il ressort de l'exploitation des données budgétaires des questionnaires un montant national s'élevant à plus de 54 M€. Les actions bénéficient le plus souvent de subventionnements multiples et diversifiés, et si les CAF représentent les premiers financeurs, l'implication des collectivités territoriales (15,4M€) et de l'Etat (11M€) s'avère extrêmement importante.
- Comme les années précédentes, les actions proposées dans le cadre des CLAS concernent l'accompagnement et l'aide au travail scolaire. Cependant, il faut souligner que le CLAS recouvre une grande diversité d'actions en fonction des contextes locaux (territoires et publics concernés, intervenants). Il représente donc une modalité du soutien à la parentalité adaptable par sa souplesse de mise en œuvre aux besoins diversifiés des départements, identifiés par les acteurs locaux.